CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 mars 2025

NOTE DE SYNTHÈSE EXPLICATIVE

BUDGET PRIMITIF POUR L'EXERCICE 2025

1/ CONTEXTE :

Le budget primitif constitue le deuxième acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Il s'inscrit dans les orientations budgétaires présentées lors du débat du 13 février dernier tout en s'intégrant dans le contexte économique et financier rappelé à l'occasion de ce débat.

Depuis cette première étape, les éléments du contexte national se sont précisés notamment à travers le vote de la Loi de Finances pour 2025 le 14 février. L'élaboration de ce budget est intervenue dans un contexte de crise politique et budgétaire nécessitant de nombreux ajustements au gré des différents projets de lois de finances. Par ailleurs, les prévisions des services ont été ajustées et actualisées afin d'aboutir aux propositions budgétaires pour 2025 qui permettent d'assurer l'équilibre tout en maintenant le niveau de services rendus aux Fresnois.es dans un contexte de resserrement des financements et d'alourdissement des charges pour l'ensemble des acteurs locaux. Cependant, eu égard aux projets de la municipalité sur la rénovation et le développement des équipements, la construction de ce budget maintient le cap sur l'objectif fixé de maîtrise des dépenses de gestion, outil majeur de l'amélioration de la capacité de financement de la Ville au service de la programmation arrêtée pour la mandature.

La balance générale du budget primitif pour l'exercice 2025 se présente donc comme suit, après reprise des restes à réaliser et des résultats reportés pour chaque section :

		Dépenses	Recettes
Vote	Crédits d'investissement (y compris compte 1068)	12 402 350,00	14 180 456,99
Reports	Restes à réaliser	2 792 705,52	1 214 640,20
	001 Solde d'exécution reporté	200 041,67	
Total de la section d'investissement		15 395 097,19	15 395 097,19
Vote	Crédits de fonctionnement	54 180 450,00	50 607 982,36
Reports	002 Résultat de fonctionnement reporté		3 572 467,64
Total de la section de fonctionnement		54 180 450,00	54 180 450,00
Total du budget		69 575 547,19	69 575 547,19

2/ FONDEMENTS JURIDIQUES :

Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1612-2.

3/ MOTIVATION DE DROIT ET DE FAIT :

Le budget primitif regroupe à la fois tous les crédits de dépenses nécessaires au bon fonctionnement des services, aux charges de personnel, aux charges financières et aux projets d'investissement envisagés par la collectivité, et toutes les recettes provenant de la fiscalité, des dotations, des subventions et des produits financiers qui viendront financer ces dépenses au regard du principe fondamental d'un budget équilibré.

A titre de rappel, depuis 2024, le contexte d'évolution de la nomenclature budgétaire et comptable, avec la mise en place au 1^{er} janvier de la nouvelle instruction M57, peut rendre certaines comparaisons avec les exercices antérieurs peu pertinentes ou moins évidentes.

Les collectivités locales sont dans l'obligation de voter chaque année un budget primitif qui représente de manière exhaustive l'ensemble des dépenses et des recettes prévues au cours de l'exercice.

Lors de l'élaboration et du vote de leurs budgets, les collectivités territoriales doivent respecter un certain nombre de principes budgétaires qui s'imposent à elles et qui, pour la plupart, sont communs avec ceux de l'action financière de l'État. Ces principes sont les suivants : annualité, universalité, unité, spécialité, équilibre, sincérité. Ces règles conditionnent la légalité des budgets communaux sous le contrôle du Préfet.

Le code général des collectivités territoriales prévoit dans son article L. 1612-2 que le budget primitif doit être adopté avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique ou avant le 30 avril de l'année de renouvellement des organes délibérants.

Elaboré sur la base des orientations budgétaires présentées le 13 février dernier, le budget 2025, intègre des propositions d'inscription qui se veulent réalistes afin de concilier le respect des grands équilibres financiers avec la poursuite des objectifs principaux fixés dans le rapport d'orientations budgétaires rappelés ci-après :

- Renforcer la cohésion sociale et la solidarité pour une Ville apaisée en maintenant et améliorant un service public communal de qualité, à l'écoute, inclusif et qui protège, dans un contexte de situation sociale aux inégalités persistantes ;
- Continuer à déployer des démarches favorables à la transition écologique, à la culture, à la jeunesse et au sport pour une Ville conviviale, en favorisant une offre diversifiée qui réponde à tous et en maintenant son soutien au monde associatif et à l'économie sociale et solidaire.

Présentation générale (en milliers d'euros) :

		DÉPENSES	RECETTES	
FONCTIONNEMENT	Charges de personnel	28 722	Impôts et taxes	28 265
	Charges à caractère général	8 940	Attribution de compensation	8 594
	FCCT	6 731	Dotations et participations	7 809
	Subventions	2 868	Produits des services	3 831
	Autres	2 335	Autres	2 110
	Autofinancement	4 585	Résultat n-1	3 572
		54 180		54 180
INVESTISSEMENT	Remboursement de dettes	2 835	Autofinancement	4 585
	Dépenses d'équipement	9 097	Recettes propres	4 355
	Autres	471	Besoin de financement	700
	Restes à réaliser	2 793	Autres	463
	Restes à réaliser	2 793	Restes à réaliser	1 215
	Solde investissement n-1	200	Affectation résultat n-2	4 078
	15 395		15 395	

A - Section d'investissement

L'équilibre de cette section est assuré par des opérations d'ordre pour un montant de 4 584 850 euros, correspondant à l'autofinancement prévisionnel dégagé à son profit, qui se décomposent ainsi :

- Virement de la section de fonctionnement	3 052 850,00 €
- Amortissements des immobilisations	1 532 000,00 €

Compte tenu de la reprise des résultats de l'exercice 2024, les restes à réaliser, le solde d'exécution de la section d'investissement et l'affectation d'une partie du résultat de fonctionnement sont repris à l'occasion du vote du budget primitif :

En recettes :

- subventions	1 214 640,20 €
- excédent de fonctionnement capitalisé	1 778 106,99 €
Total	2 992 747,19 €

En dépenses :

- immobilisations incorporelles	48 449,96 €
- subventions d'équipement versées	883 325,83 €
- immobilisations corporelles	1 734 295,23 €
- immobilisations en cours	126 634,50 €
- solde d'exécution section investissement reporté	200 041,67 €
Total	2 992 747,19 €

En ce qui concerne les seules opérations nouvelles, le financement de cette section est assuré ainsi qu'il suit :

- virement de la section de fonctionnement	3 052 850,00 €
- amortissements des immobilisations	1 532 000,00 €
- emprunt	700 000,00 €
- subventions	1 674 500,00 €
- taxe d'aménagement	50 000,00 €
- dotation complémentaire en réserve	2 300 000,00 €
- produits de cession	2 000 000,00 €
- fonds de compensation pour la TVA	630 000,00 €
- avances et autres opérations internes	460 000,00 €
- dépôts et cautionnements	3 000,00 €
Total	12 402 350,00 €

Les recettes ainsi évaluées progressent de 19% par rapport à 2024 afin d'assurer le financement des dépenses d'équipement. Cette année encore, une part de l'excédent dégagé au titre de l'exercice précédent sur la section de fonctionnement est affectée en dotation complémentaire à la section d'investissement. Cet abondement complémentaire, au-delà de l'affectation obligatoire, permet de limiter le recours à l'emprunt pour 2025 à hauteur de 700 000 €. L'autofinancement ainsi dégagé permet de couvrir 38% des recettes inscrites d'investissement.

Les subventions d'investissement participent au financement des dépenses à hauteur de 17% des recettes de la section, avec 980 000 € pour l'opération Pasteur - Roux - Blancs Bouleaux. Les prévisions intègrent également une recette de 2 millions d'euros correspondant à la vente du terrain situé au sentier des Glaises (Résidence Soleil d'automne).

Dépenses financières et dette

Au 1^{er} janvier 2025, l'encours de la dette s'élève à 17 967 165,70 euros. Il est constitué de 18 lignes et se répartit en 88 % d'encours à taux fixe et 12 % en taux variable.

100% de l'encours de dette est classé en 1A, soit le niveau le plus faible, selon la charte de bonne conduite (charte Gissler).

La capacité de désendettement, qui correspond à la dette au 31/12 rapportée à l'épargne brute du compte administratif provisoire 2024, est estimé à 3,33 ans, en légère amélioration par rapport à fin 2023. Compte tenu du faible recours à l'emprunt sur la dernière période, ce ratio s'améliore et est passé sous la barre des 8 % depuis 2018.

Les crédits nécessaires pour faire face au remboursement du capital de la dette contractuelle, au 31 décembre 2024, sont inscrits à hauteur de 2 835 000 euros.

Afin de financer ses investissements 2025 et d'équilibrer le BP, le recours à l'emprunt inscrit pour 700 000 € portera le stock de la dette prévisionnelle au 31 décembre 2025 à hauteur de 15 835 437,51 euros.

Dépenses d'équipement

Au titre des opérations nouvelles, les dépenses se répartissent ainsi qu'il suit :

- dépenses d'équipement	9 096 520,00 €
- avances et autres	460 000,00 €
- remboursement de la dette en capital	2 835 000,00 €
- dépôts et cautionnements	3 000,00 €
- amortissement de subventions	7 830,00 €
Total	12 402 350,00 €

Structurées autour de 5 politiques publiques, les dépenses d'équipement s'élèvent à la somme de 8 996 520 euros. Une enveloppe de 100 000 euros est par ailleurs dédiée au financement des projets retenus dans le cadre du budget participatif.

Les crédits inscrits au titre des équipements nouveaux constituent cette année le premier poste de dépenses avec le lancement des travaux de la réhabilitation du groupe Pasteur – Roux – Blancs Bouleaux et la reconstruction des vestiaires du stade Gaston Roussel.

Deuxième axe de dépenses, le renouvellement du matériel, des équipements des services et des bâtiments ainsi que les travaux courants font l'objet d'une inscription de 1 200 520 euros. Sont notamment prévues sur l'exercice 2025 les interventions relatives à :

- le renouvellement des équipements : mobilier, matériel informatique avec notamment le matériel de virtualisation et de téléphonie ;
- le renouvellement du mobilier urbain ;
- le remplacement d'équipement d'entretien des espaces publics et de vidéosurveillance.

Les principaux travaux d'équipement relevant des 5 politiques publiques sont détaillés ainsi qu'il suit :

	BP 2025
Renouvellement des équipements et travaux courants	1 200 520
Fonction 0 – Services généraux	590 860
Fonction 1 – Sécurité	1 500
Fonction 2 – Enseignement	78 190
Fonction 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	215 250
Fonction 4 – Santé et action sociale	46 520
Fonction 5 – Aménagement des territoires et habitat	14 700
Fonction 6 – Action économique	1 000
Fonction 8 –Transport	252 500
Rénovation du patrimoine	327 000
Reprise de la charpente de l'Hôtel de Ville	120 000
Changement des ouvrants Cuisine Centrale	70 000
Rénovation des sanitaires du Parc des Sports	130 000
Création d'une couverture passage piéton bibliothèque	7 000
Transition écologique	550 000
Remplacement des menuiseries de la façade de l'école Jean Monnet	450 000
Panneaux photovoltaïques toitures bibliothèque	100 000
Adaptation des bâtiments	295 000
Travaux d'accessibilité handicapés Marguerites et Lumière	62 000
Mise aux normes accessibilité église St Eloi	10 000
Mise aux normes handicapés ascenseur gymnase de la Paix	60 000
Mise aux normes Club de Rugby	45 000
Mise aux normes accessibilité CMS	8 000
Mise aux normes accessibilité Epicerie sociale	10 000
Mise aux normes signalétique Parking Charcot	20 000
Mise aux normes accessibilité crèches (Lumière et La Paix)	64 000
Mise aux normes accessibilité Foyer	16 000
Nouveaux équipements publics	6 200 000
Réhabilitation du groupe scolaire Pasteur-Roux	3 600 000
Reconstruction club house vestiaires et logement	2 600 000
Aménagements urbains	424 000
Végétalisation cour d'école de l'école Barbara	50 000
Plantation d'arbres et aménagement pieds d'arbres	50 000
Aménagement Parc Canin	50 000
Interventions diverses dans les parcs (aménagement d'espaces, instal tyrolienne...)	29 000
Etudes diverses pour aménagement urbain	35 000
Etude pour l'aménagement de la place de l'église	30 000
Rénovation de la passerelle avenue Paul Vaillant-Couturier	180 000
Budget participatif	100 000
Total	9 096 520

B - Section de fonctionnement

Cette section présente par rapport au budget primitif précédent les évolutions suivantes :

- recettes totales	+ 1,80 %
- dépenses réelles	+ 2,98 %

Concernant les recettes totales, elles intègrent un montant de 3 572 467,64 euros au titre du résultat de fonctionnement reporté de l'exercice 2024, repris à l'article 002, qui participe à l'équilibre global du budget.

B.1 – Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 50 600 152,36 euros. Elles sont en augmentation de 2,5% par rapport au budget primitif (BP) 2024 et de 1,9% par rapport au compte administratif (CA) 2023.

En k€	CA 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution BP à BP	Evolution BP à CA
013 - Atténuation de charges	469	370	250	- 32,4 %	- 46,7 %
70 - Produits des services	3 326	3 514	3 831	9,0 %	15,2 %
73 – Impôts et taxes (sauf le 731)	37 397	9 794	9 824	0,3 %	- 73,7 %
731 - Fiscalité locale		28 085	28 265	0,6 %	-
74 - Dotations et participations	7 220	6 969	7 809	12,1 %	8,2 %
75 - Autres produits de gestion courante	729	649	622	- 4,3 %	-14,7 %
76 +77 - Produits exceptionnels	507	0	0	-61,9 %	100,0 %
Recettes réelles de fonctionnement	49 648	49 381	50 600	2,5 %	1,9 %

Impôts et taxes

En k€	CA 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
Taxes foncières et d'habitation	25 664	26 481	26 970	1,8 %	5,1 %
Attribution de compensation	8 594	8 594	8 594	0,0 %	0,0 %
FSRIF	1 237	1 200	1 230	2,5 %	- 0,6 %
Taxes additionnelles droits de mutation	1 055	900	770	-14,4 %	- 27,0 %
Taxe sur consommation finale d'électricité	376	240	220	- 8,3 %	- 41,4 %
Autres	470	464	305	- 34,3 %	- 35,2 %
Chapitres 73 et 731 – Impôts et taxes	37 397	37 879	38 089	0,6 %	1,8 %

Le produit de la fiscalité directe s'élève à 26 970 000 euros et représente 53,3 % des recettes réelles de fonctionnement.

Il est composé du produit des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et du produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale, estimés sans évolution physique des bases, ni augmentation de taux, mais avec une revalorisation de 1,017 en raison de la progression de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) entre novembre 2023 et novembre 2024.

Il inclut également le versement de la compensation de la réforme de la taxe d'habitation, via le coefficient correcteur sur la base du montant perçu au titre de l'exercice 2024 et réévalué, comme les taxes foncières suivant l'IPCH.

En l'absence de notification des bases prévisionnelles et des allocations compensatrices par la Direction départementale des finances publiques du Val-de-Marne, l'estimation du produit fiscal attendu tient compte des bases réelles de 2024.

Les reversements opérés par la Métropole du Grand Paris (MGP), à savoir l'attribution de compensation (AC), s'élèvent à 8 594 000 euros, soit 17 % des recettes réelles de fonctionnement.

Les autres impôts et taxes, qui représentent globalement une enveloppe de 1 294 500 euros, sont en baisse de 19,3 % par rapport à 2024. Cette évaluation des recettes attendues pour 2025 se veut prudente et s'appuie à la fois le niveau de réalisation observée au titre de l'exercice 2024 et les anticipations pour 2025. Elle inclut notamment la taxe additionnelle aux droits de mutation, avec une baisse prévisionnelle est de 14,4%, en lien avec la dégradation du marché de l'immobilier, depuis 2023, avec des signaux de reprise fragiles.

Dotations et participations

En k€	CA 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
DGF – Dotation forfaitaire	3 669	3 670	3 700	0,8 %	0,8 %
DGF – Dotation de solidarité urbaine	503	500	566	13,2 %	12,6 %
Allocations compensatrices	118	138	138	0,0 %	17,3 %
Participations	2 750	2 498	3 241	29,8 %	17,9 %
Autres dotations	180	163	164	0,4 %	- 9,1 %
Chapitre 74 – Dotations et participations	7 220	6 969	7 809	12,1 %	8,2 %

La dotation globale de fonctionnement (DGF) attendue pour 2025 est évaluée à 4 266 000 euros et représente 8,4 % des recettes réelles de fonctionnement. Elle intègre la dotation forfaitaire avec une hausse prévisionnelle de 0,8% par rapport à 2024. Cette dernière devrait croître, en 2025, sous l'effet de l'augmentation de la population entre 2024 et 2025. Cependant, la recette supplémentaire attendue pourrait être limitée par l'effet de l'écrêtement mis en œuvre pour financer l'augmentation de la croissance démographique des communes et l'augmentation de la DSU dans l'enveloppe fermée que constitue la DGF.

Les autres dotations et participations regroupent notamment les subventions versées par :

- La Caisse d'allocations du Val-de-Marne (CAF) au titre de la prestation de service (PS) et de la convention territoriale globale (CTG) pour les structures de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse ainsi que les participations des autres financeurs publics au fonctionnement des activités municipales ;

- La Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) au titre de sa participation à la rémunération des praticiens intervenant au Centre Municipal de santé ;
- La participation de la Région au financement de l'extension du réseau de chaleur, dont le reversement au concessionnaire SOFREGE est également inscrit en dépenses.

Produits des services, du domaine et de gestion courante

En k€	CA 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
Redevances d'utilisation du domaine	285	180	206	14,5 %	- 27,7 %
Redevances des prestations de services	2 794	3 067	3 293	7,4 %	17,9 %
Autres produits des services	248	267	331	23,9 %	33,9 %
Revenus des immeubles	419	409	370	- 9,7 %	-11,6 %
Redevances des concessionnaires, autres	311	240	252	5,0 %	-18,9 %
Chapitres 70 et 75	4 055	4 163	4 452	6,9 %	9,8 %

Globalement, les produits des services sont en légère hausse par rapport à 2024, + 0,289 M€. Ils sont constitués à 74% des produits encaissés au titre des prestations de services rendues. Ces recettes tarifaires, issues principalement des participations des familles au titre des activités (accueils de loisirs, restauration scolaire, petite enfance, périscolaire) progressent de 7,4%, + 0,226 M€, par rapport à 2024. Les prévisions pour 2025 intègrent l'impact des nouveaux tarifs appliqués à compter de la rentrée de septembre 2024 et l'extension de la refonte tarifaire aux activités de loisirs, culturels et sportifs. Elles intègrent également l'impact de la hausse des effectifs primaires sur le niveau de fréquentation des structures de restauration.

Les revenus des immeubles sont en baisse de 9,7 %, -0,039 M€, par rapport à 2024, malgré les augmentations automatiques qui pourraient être appliquées au titre des revalorisations annuelles prévues dans les conventions. Ces prévisions intègrent la libération de locaux (soit en raison de la fermeture de commerces ou du départ de structures) qui pourraient rester vacants une partie de l'année.

B.2 – Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 49 595 600 euros, en hausse de 3%, + 1,433 M€ par rapport au BP 2024.

Depuis les premières hypothèses de travail entérinées dans le Rapport d'Orientations Budgétaires, des ajustements ont été apportés aux prévisions inscrites au budget afin d'intégrer les différentes évolutions des éléments de dépenses qui se sont précisés depuis, notamment par le vote de la Loi de Finances pour 2025, seulement le 14 février 2025

En k€	CA 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
011 – Charges à caractère général	7 525	8 500	8 940	5,2 %	18,8 %
012 – charges de personnel	25 857	28 289	28 722	1,5 %	11,1 %
014 – Atténuations de produits	161	200	290	45,0 %	79,9 %
65 – Autres charges de gestion courante	9 674	10 567	11 206	6,0 %	15,8 %
66 – Charges financières	550	511	410	- 19,7 %	- 25,5 %
67 – Charges exceptionnelles et divers	12	25	28	12,4 %	142,3 %
68 - Dotations aux provisions	285	70		- 100,0 %	- 100,0 %
Dépenses réelles de fonctionnement	44 064	48 162	49 596	3,0 %	12,6 %

Charges de personnel

Les charges de personnel, qui s'établissent à 28 721 800 euros, sont en augmentation de 1,5 %, soit + 0,433 M€, par rapport au BP 2024. Premier poste des dépenses réelles de fonctionnement, leur poids, 57,91%, en fait un axe d'enjeu majeur et de nécessaire maîtrise de sa progression et des moyens humains qu'il revêt.

Les prévisions pour 2025 s'inscrivent dans la poursuite des budgets précédents conciliant le maintien d'une politique de gestion des ressources humaines conforme aux grandes lignes directrices de gestion de la Ville, les évolutions réglementaires et la maîtrise de la masse salariale.

S'agissant de la politique de gestion des ressources humaines, la Ville poursuit les différents axes d'action à travers :

- Une politique sociale visant à la résorption de l'emploi précaire via la pérennisation des agents sur leur poste, la mise à disposition aux agents d'outils pour prévenir les risques psychosociaux et un plan d'action de lutte contre l'illettrisme ;
- La valorisation et la reconnaissance des compétences ainsi que l'accompagnement des agents dans le développement de leur potentiel avec la mise en œuvre d'un plan de formation triennal associé aux actions développées dans le cadre de la mise en place des lignes directrices de gestion de la collectivité ;
- Une politique de rémunération avec la reconduction de l'enveloppe du CIA (Complément Indemnitaire Annuel) versé pour la première fois en 2023.

L'évaluation de l'enveloppe budgétaire dédiée à la rémunération du personnel pour 2025 tient compte des différents éléments suivants :

- Le Glissement Vieillesse et Technicité (GVT) pour près de 0,145 M€ ;
- L'augmentation des cotisations de la CNRACL de 3 points, soit +0,266 M€ ;
- Le rétablissement du taux de la cotisation maladie conformément au décret n°2024-49 du 30 janvier 2024 à 9,88% au lieu de 8,88% ;
- L'augmentation de la participation aux frais de mutuelle des agents (+0,038 M€) et la mise en place d'un dispositif de prévoyance (+0,087 M€), véritable levier pour la sécurité des agents face aux accidents de la vie.

Il est à noter par ailleurs que ce budget 2025 est bâti avec un effectif au 1^{er} janvier de 611 agents, en augmentation par rapport aux exercices précédents (591 agents au 1^{er} janvier 2024) marquant ainsi la politique active de recrutement sur l'année écoulée permettant de pourvoir des postes demeurés vacants antérieurement.

Enfin, une enveloppe au titre d'une éventuelle revalorisation du point d'indice en cours d'année est également intégrée, a minima.

Charges à caractère général

En k€	CA 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
Eau, énergie, chauffage, carburants	1 884	1 967	1 950	- 0,8 %	3,5 %
Alimentation, fournitures, vêtements	726	962	886	- 7,9 %	22,1 %
Fournitures diverses et scolaires, livres	205	223	220	- 1,3 %	7,3 %
Prestations de services, locations	1 390	1 550	1 721	11,0 %	23,8 %
Entretien terrain, bâtiment et matériel	1 556	1 623	1 647	1,5 %	5,8 %
Assurances	124	140	423	202,1 %	241,5 %
Documentation, formation, divers	180	178	233	31,0 %	29,4 %
Honoraires, publicité, transport	1 041	1 275	1 305	2,3 %	25,4 %
Affranchissements, télécommunications	167	211	183	- 13,6 %	9,4 %
Frais divers, cotisations, rembours.	128	232	235	1,6 %	83,6 %
Impôts et taxes	124	139	137	- 1,7 %	10,2 %
Chap. 011 – Charges à caractère général	7 525	8 500	8 940	5,2 %	18,8 %

Constituant le troisième poste des dépenses réelles de fonctionnement, soit 18% du total, les charges à caractère général évoluent de + 5,2%, + 0,440 M€, par rapport à 2024. Certes favorisées par un contexte de désinflation, ces dépenses évoluent tout de même positivement sous l'effet de l'inflation sous-jacente qui influence encore à la hausse les prix des contrats passés avec nos fournisseurs.

Les crédits ouverts au titre de ce chapitre sont évalués avec prudence, en tenant à la fois des différents facteurs de baisse (prix consommation pour les dépenses d'énergie par exemple) afin de maintenir l'évolution globale du poste. Cependant, malgré l'objectif de -5% fixé dans la note de cadrage de cette préparation budgétaire et les efforts des services pour y parvenir, l'enveloppe des charges à caractère général reste influencée par de nombreux facteurs haussiers.

Les principales variations portent sur :

- Les dépenses d'assurance et divers honoraires (+ 0,283 M€) : en hausse de 202% par rapport à 2024, les prévisions intègrent une enveloppe de 0,2 M€ au titre de l'assurance dommage ouvrage relative à l'opération de réhabilitation du groupe Pasteur - Roux - Blancs Bouleaux. Par ailleurs, les nouveaux marchés d'assurance prenant effet au 1^{er} janvier 2025 sont conclus à des tarifs plus élevés compte tenu de la cartographie des risques de la profession faisant peser une forte détérioration de la sinistralité à l'échelle nationale avec pour incidence une forte augmentation des tarifs appliqués.
- Les prestations de services et de location sont globalement en hausse de 11% par rapport à 2024. Cette évolution tient principalement à l'augmentation des prévisions de dépenses d'alimentation (+0,184 M€ K€). Ce poste reste en effet encore soumis à des augmentations de tarifs déjà mis en œuvre courant 2024 et début 2025 et intègre une

révision dans le courant de l'année 2025 de l'ordre de 3 à 4%. Par ailleurs, ces prévisions intègrent également une hausse de la fréquentation des restaurants scolaires, sur la base des premières données observées depuis la rentrée 2024 ;

- Les dépenses d'entretien des terrains, bâtiments et matériels évoluent modérément de +1,5%, soit 0,024 M€, par rapport à 2024.
Outre les interventions programmées sur les différents éléments du patrimoine, ces prévisions intègrent : une enveloppe de 50 000 € pour l'entretien de la voirie communale (domaine privé) afin de renforcer les interventions sur ces espaces, une provision de 130 000 € pour les diverses interventions sur les bâtiments, et des provisions pour faire face aux interventions en peinture, réparation de toiture, etc ...
- Les dépenses de fluides (eau, électricité, gaz et carburant) sont en baisse de 0,8 %, soit 0,017M€, après deux années de hausse importante. Dans l'ensemble, c'est la baisse des postes eau, gaz et carburant qui permet de tirer globalement l'enveloppe à la baisse, les crédits inscrits au titre de l'électricité étant en légère hausse de 0,034 M€.

Atténuations de produits et autres charges de gestion courante

En k€	CA 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
FPIC et autres reversements	161	200	290	45,0 %	79,9 %
Droits d'utilisation informatique en nuage	111	231	320	38,5 %	188,2 %
Indemnités, charges, formation des élus	361	394	401	1,6 %	10,9 %
Service incendie	708	759	773	1,8 %	9,2 %
FCCT	6 423	6 608	6 731	1,9 %	4,8 %
Autres dépenses	24	113	640	267,8 %	2 544,7 %
Subvention au CCAS	1 146	1 521	1 400	- 7,9 %	22,2 %
Subventions aux associations	900	941	941	0,0 %	4,5 %
Chapitres 014 et 65	9 835	10 767	11 496	6,8 %	16,9 %

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) évaluées à hauteur de 11 495 900 euros pour 2025, sont en augmentation de 658 945 €. Elles représentent 23,18 % des dépenses réelles de fonctionnement.

La subvention d'équilibre allouée au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) évolue de -7,9% par rapport à 2024. Cette baisse traduit celle des charges de personnel de la structure compte tenu de la mutation de deux de ses agents vers le budget de la Ville. L'enveloppe prévisionnelle pour 2025 s'élève à 1 400 000 € et couvre 76% des dépenses réelles de fonctionnement de la structure.

Les subventions versées aux associations restent stables par rapport à 2025 avec la reconduction de l'enveloppe de 941 000 euros. Cette enveloppe intègre une provision de 11 630 euros afin de pouvoir faire face aux évolutions des besoins des associations en cours d'exercice.

La contribution au fonds de compensation des charges territoriales (FCCT) de l'Établissement Public Territorial (EPT) Grand-Orly Seine Bièvre est actualisée chaque année et modifiée à chaque nouveau transfert de charges entre la Ville et l'EPT. L'enveloppe prévisionnelle 2024 de 6 731 000 € est établie sur la base d'une revalorisation de 1,7% du « socle fiscalité – ménages », en l'absence de toute autre indication à ce stade des prévisions. Cette charge sera réajustée, au besoin, à l'issue de l'évaluation de l'impact du Pacte financier, fiscal et social en cours d'élaboration.

Au chapitre 014, le fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC) est un dispositif de péréquation horizontale qui consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes isolées pour les reverser à d'autres moins favorisées. Les intercommunalités et, sur le territoire de la Métropole du Grand Paris (MGP), les EPT, étant l'échelon de référence, la richesse fiscale se calcule de façon consolidée au niveau de l'EPT.

Enfin, comme évoqué en recettes de fonctionnement, une enveloppe de 518 000 € est inscrite au titre de la subvention à percevoir de la Région Ile de France au titre de l'extension du réseau de chauffage, cette dernière étant reversée au concessionnaire SOFREGE.

Charges financières, charges exceptionnelles et provisions

En k€	CA 2023	BP 2024	BP 2025	Evolution de BP à BP	Evolution de BP à CA
Intérêts de la dette	555	506	400	- 20,9 %	- 27,9 %
ICNE et intérêts de la ligne de trésorerie	-5	5	10	100,0 %	- 299,4 %
Charges exceptionnelles	12	25	28	12,4 %	142,5 %
Dotations et provisions	285	70	0	- 100,0 %	- 100,0 %
Chapitres 66, 67 et 68	847	606	438	- 27,7 %	-48,3 %

Les prévisions relatives aux charges exceptionnelles et provisions reculent de 27,7% par rapport au BP 2024. S'agissant d'éléments non récurrents cette baisse s'explique par :

- La baisse des intérêts de la dette à rembourser sur l'exercice 2025. Le faible recours à l'emprunt de ces dernières années a permis un désendettement important de la Ville qui se traduit par une constante diminution de cette charge ;
- L'absence d'inscription au titre de la provision pour dépréciation des comptes des tiers. La provision antérieurement constituée au regard de l'évolution du stock de créances douteuses ne nécessite pas de complément de dotation au titre de l'exercice au regard des règles de calcul mises en œuvre.

Le budget primitif pour l'exercice 2025 qui est présenté, bâti dans un contexte inédit, poursuit l'objectif du maintien d'un service public de proximité, solidaire et accessible à tous, sans augmentation de la fiscalité.

Il concilie l'enjeu d'un service au quotidien pour tous les Fresnois.es avec la poursuite du programme d'investissement de la mandature. Cet exercice passe nécessairement la recherche de la maîtrise de nos dépenses de gestion courante et de la dette pour financer les actions au service de la rénovation énergétique des bâtiments et la requalification des espaces publics.